

FIN DE PARTIE POUR LES CADRES SUP' DE LA DGFIP ?

L'annonce le 6 juin des plans de restructurations départementaux 2020 – 2022 met fin à un faux suspense. Ces plans sont tout sauf une surprise : la CGT en a informé la communauté DGFIP à partir des infos qu'elle a pu recueillir très en amont.

Nos analyses et informations sont malheureusement validées.

Bercy a choisi la politique de la terre brûlée et entend raser la majeure partie de notre réseau déconcentré. Au-delà des conséquences en termes de services publics rendu aux usagers, **les conséquences sont extrêmement brutales pour les salarié-e-s.**

Fin des postes comptables ?

D'ici 5 ans, il n'y aura plus aucune trésorerie, il restera un SPFE par département, 2 SIE, un ou deux SIP... Ce plan au niveau national va **supprimer plus de 3 000 postes comptables !**

L'impact de l'ensemble des suppressions/fusions de services, des externalisations style agences et en attendant des prochaines fusions de directions ou de transfert de missions en interministérialité sous la tutelle du préfet, va provoquer à moyen terme la suppression d'un grand nombre de postes de cadres sup'. **Avec la multiplication des postes au choix, beaucoup vont rester sur le carreau.**

Fin du comptable public :

- ▶ C'est donc la fin de la séparation ordonnateur/comptable. Mais Edouard Philippe veut aller plus loin et entend remettre en question le statut même du comptable public qu'il veut faire disparaître ! Le modèle, c'est un « contrôle » a posteriori des comptes publics par la Chambre Régionale des Comptes mais aussi par les grands groupes privés d'Audit et d'Expertise.
- ▶ Une **vision caricaturale** du cadre du public et une grande défiance envers lui :

« Le président de la République, Emmanuel Macron, a demandé que, dès ce mois de juin, commencent à être remplacés certains dirigeants d'administration centrale en désaccord avec la politique du gouvernement, afin que ses réformes soient appliquées plus rapidement. » Porte-parole du gouvernement (29 juin 2019)

Cette défiance est largement partagée par Bercy comme le démontre l'élaboration de l'**actuel plan de restructuration** qui **s'est fait sans les cadres, contre les cadres.** Que les cadres de terrain ne soient pas associés au processus en cours en dit long sur le fait que la question des missions, et des moyens de les mener concrètement, ne se pose même pas !

Au niveau de la DRFIP 44, c'est caricatural. **Seule Véronique PY et le « top management » ont travaillé sur les projets**, dans le plus grand secret. Secret qui perdure puisque la direction refuse de donner les détails du plan au prétexte de la « concertation » en cours.

- ▶ Avec la Loi Transformation Fonction Publique et recrutement de managers du privé, **le gouvernement concrétise sa haine viscérale, idéologique des fonctionnaires, et particulièrement des cadres.** Une nouvelle circulaire envisage, par exemple, de créer une exception dans les politiques de rémunération en ce qui concerne les agents contractuels de la filière NSIC « affectés sur des fonctions de "haut niveau" ou ayant des compétences rares », en matière de management ou d'expertise. Si l'on en croit le calendrier fixé par la Dinsic et la DGAFP, l'adaptation de cette politique de rémunération doit intervenir au mieux en 2020 et au plus tard en 2021 afin de « faciliter et d'accélérer les recrutements de contractuels, en responsabilisant les recruteurs ministériels ».

Quel avenir professionnel pour les cadres publics ?

Si le mouvement frappe principalement la DGFiP, l'ensemble des ministères et également les Fonctions Publiques Territoriale et Hospitalière sont concernés.

Bercy au mépris des chiffres réels du nombre d'encadrant ose affirmer que le nombre de cadres sup' (dit "le stock") va se réguler « naturellement » avec les départs en retraite, Mme PY osant affirmer que 22 % des A + auraient 62 ans et plus. Après vérification, cela ne représente que 14 % des A + trésoreries. Bercy, qui sait mieux compter, veut calmer ses cadres en parlant d'une revalorisation des carrières « administratives ». Clairement **les cadres sup' vont être soumis à une forte pression au départ** « volontaire ». La CGT sera très vigilante sur ce sujet.

Pour les plus jeunes des cadres sup', l'avenir est particulièrement sombre avec la réduction à peau de chagrin des postes de débouchés et la mise en concurrence promise avec des cadres « du privé » qui se profile. **C'est la fin des carrières en interne avec la possibilité de promotion sociale !** Un C pouvait finir directeur, ce sera définitivement enterré, y compris pour celles et ceux qui commencent simple A.

NOUS APPELONS LES CADRES SUP' À :

- **Rejoindre la Résistance contre le plan Darmanin de restructuration.**
- **Alerter les ordonnateurs sur la fin de la séparation ordonnateur/comptable et ses conséquences (sécurité juridique et comptable, question démocratique, les failles de l'expertise privée).**
- **Nous alerter en cas de pressions venant du « top management », notamment lors des prochains entretiens individuels prévus cet été...**



Halte au mépris !

NON AU BASHING ANTI-CADRES DU PUBLIC !



SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex

www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 - 📠 : 01.48.70.71.63

📱 : @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) 📧 : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

